

Le Havre, le 18 décembre 2017

Suite aux annonces du Président Macron concernant les centrales à charbon

Communiqué de Jean-Paul LECOQ, Député

NE PAS CONFONDRE VITESSE UTILE ET PRECIPITATION MEDIATIQUE

En annonçant que les centrales thermiques à charbon seront fermées pendant son quinquennat, le Président Macron a cédé hier soir aux effets d'annonce faciles, comme ont pu le faire à plusieurs reprises les gouvernements précédents.

La centrale du Havre, ses 180 agents, son millier d'emplois indirects et ses centaines de sous-traitants se retrouvent ainsi une nouvelle fois pris en otage de décisions politiques qui privilégient la communication au travail de fond.

Car s'il est indiscutable que la transition énergétique conduite à abandonner le recours au charbon, le propre d'une transition est d'organiser la mutation d'un processus polluant vers un processus conforme aux normes écologiques.

C'est ce que je ne cesse d'expliquer depuis des années avec les élus communistes du Havre et de l'agglomération, sans que, pour l'heure, les gouvernements ne se soient saisis de ce dossier pour travailler sur des alternatives avant d'annoncer des échéances « guillotine ». Ce n'est pas responsable.

Qui peut croire qu'en moins de 5 ans la production des centrales à charbon puisse être absorbée par d'autres sources de production nationales alors que, déjà, notre pays a recours ponctuellement à des centrales à charbon d'autres pays pour assurer l'ensemble de ses besoins ?

Sur la base des travaux engagés par EDF et ses organisations syndicales, et du savoir-faire de ses agents, des projets de transformation du process des centrales thermiques à charbon permettent d'envisager sérieusement l'évolution de ces centrales vers des alternatives vertes, non pas aux calendes grecques mais dans des délais raisonnables restant à préciser.

C'est ce que j'ai personnellement constaté, le 17 novembre, lors de ma visite à la centrale de Cordemais qui expérimente un projet de biomasse à partir de la combustion de déchets verts. Non seulement ce projet est de nature à préserver les emplois existants mais il nécessite également la création d'emplois nouveaux par l'implantation d'une nouvelle filière.

D'ailleurs, lorsque j'ai interpellé le Ministre Hulot, le 21 novembre dernier à l'Assemblée, celui-ci m'a semblé ouvert au dialogue en me répondant qu'il n'était pas un extrémiste dans ce domaine et qu'il fallait examiner les choses. C'est exactement ce que je lui propose.

La centrale thermique du Havre est importante pour notre bassin de vie et d'emplois. Elle l'est aussi pour la production énergétique du pays en contribuant à l'indépendance de nos approvisionnements sans que la facture des usagers n'en subisse un poids insupportable. De plus, 220 millions d'euros ont été dépensés en 2014 et 2015 pour la moderniser, réduire la pollution et prolonger sa durée de vie jusqu'en 2035.

Il est inenvisageable que ces investissements soient gâchés, que l'innovation ne soit pas mise à profit et que notre centrale ferme ses portes prématurément parce qu'un Président et son gouvernement ont confondu vitesse nécessaire pour sortir du charbon et précipitation médiatique.

J'engage donc ce jour des démarches auprès du Ministre Hulot, du Pdg d'EDF et de celui d'ENEDIS, pour inviter au Havre des représentants du Ministère et des deux entreprises afin de travailler ensemble sur les alternatives au charbon dans le process de notre centrale et ainsi assurer son avenir et la préservation de tous ses emplois, comme son rôle dans l'économie de notre région et du pays.